

04 RELEVER LES DÉFIS DE L'EAU À TRAVERS UNE AGENCE MÉDITERRANÉENNE DE L'EAU



F. Comair, E. Orsenna, H. Lainé, 2008

SÉCURISER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

L'eau est un bien commun menacé en Méditerranée puisque la région héberge près de 60% de la population mondiale faiblement pourvue en eau, c'est-à-dire, dotée de moins de 1 000 m³ d'eau/habitant/an. Les PSEM, caractérisés par une situation de stress hydrique structurelle, doivent faire face à des pressions anthropiques croissantes. Alors que les demandes en eau dans ces pays avoisinent aujourd'hui 300km³/an, et devraient augmenter de 20% d'ici 2025, les défis à relever sont nombreux et nécessitent : l'amélioration de l'accès à l'eau potable et de sa qualité, une plus grande efficacité dans les usages, une collecte et un traitement systématique des eaux usées (domestiques et industrielles), la lutte contre les pollutions diffuses (80% des pollutions marines étant d'origine terrestre), l'adaptation de la gestion des ressources en eau aux impacts du changement climatique, etc.

Ces enjeux, de même que la géographie particulière de la région,

qui réunit au sein d'un même bassin des pays confrontés à des problématiques communes, plaident en faveur d'une coopération accrue entre l'ensemble des États et acteurs concernés. C'est pourquoi les réflexions engagées par l'IPEMED, dès 2009, ont convergé vers la nécessité d'une gestion intégrée de la demande et des ressources en eau et d'une gouvernance de l'eau plus efficace et inclusive en Méditerranée.

DES OUTILS AU SERVICE D'UNE GOUVERNANCE RENOUVELÉE

Pour cela, l'IPEMED préconise des outils de collaboration et de régulation régionale pour sécuriser le droit à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée :

- La mise en œuvre de mécanismes de financement innovants, ou « micro-taxes de solidarité », afin de combler une partie du déficit de financement identifié dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de sécuriser, ainsi, l'accès des populations méditer-

ranéennes à des sources d'eau améliorées, à des installations sanitaires et à l'hygiène.

- La mise en place d'une Agence méditerranéenne de l'eau, déclinée en trois échelons complémentaires : un système d'informations neutre et indépendant sur les ressources en eau et les causes de la pollution de la Méditerranée (« Réseau Méditerranéen de Ressources sur l'Eau »), un Comité de bassin décisionnaire rassemblant les parties prenantes (« Comité Méditerranéen des acteurs de l'eau ») et un Exécutif, à qui pourrait revenir la gestion des mécanismes de financement innovants identifiés.

Ces recommandations, qui visent à faire de l'eau la pierre angulaire d'un nouveau modèle de coopération en Méditerranée, permettent également de consacrer le rôle central de l'eau, vecteur invisible qui sous-tend les défis liés à l'agriculture, à l'énergie, à la santé, ou même au développement touristique, comme en témoigne l'étude sur la qualité des eaux de baignade et l'amélioration de l'assainissement dans le bassin méditerranéen, publiée en 2013.

Colloque Suez-IPEMED, 2008



« Dès 2011, l'IPEMED et le REMOB ont mis en place un groupe de travail de prospective pour l'avenir hydro politique de la région dans le but de proposer la création d'un « Comité de bassin de la Méditerranée » qui réunisse l'ensemble des acteurs et qui soit en mesure de définir de manière concrète les objectifs et les principes qui doivent définir les politiques de l'eau dans la région. Or la mise en place d'une Agence Méditerranéenne de l'Eau, autorité morale et instance de régulation régionale, est plus que jamais essentielle, à la lumière des diverses menaces environnementales qui guettent la Méditerranée. Plateforme de dialogue, de rencontre et de transfert de savoirs, cette agence pourrait, par la promotion d'une « culture de l'eau », donner une sérieuse impulsion à la coopération. Pour tous les dirigeants de la Méditerranée, l'objectif que l'IPEMED et le REMOB ont voulu atteindre et continuent à poursuivre consiste à ancrer la politique de la gestion de l'eau par bassin et à renforcer la solidarité entre les nations autour du slogan : ensemble pour le bon état de l'eau en Méditerranée. »

Fadi Comair

Président d'honneur du REMOB
 Directeur général des ressources hydrauliques et électriques au ministère de l'Énergie et de l'eau libanais
 Expert associé



PUBLICATIONS MAJEURES



Construire la Méditerranée
 « Eau et assainissement des villes et pays riverains de la Méditerranée »
 juin 2009



Projets pour la Méditerranée
 « Une Agence méditerranéenne de l'eau pour passer de la stratégie à l'action »
 mai 2010



Construire la Méditerranée
 « Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants : solution ou illusion ? »
 juin 2014

CHIFFRES CLÉS



10 ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS



PLUS DE 700 ACTEURS SENSIBILISÉS



9 PUBLICATIONS